

Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Avis du Conseil d'État

(24 avril 2018)

Par dépêche du 16 mars 2018, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Logement.

Au texte du projet de règlement grand-ducal étaient joints un document intitulé « Exposé des motifs et commentaire des articles », une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière ainsi qu'un texte coordonné du règlement grand-ducal que le projet de règlement grand-ducal sous avis prévoit de modifier.

Les avis des différentes chambres professionnelles n'ont pas encore été communiqués au Conseil d'État au moment de l'adoption du présent avis.

Considérations générales

Le projet de règlement sous avis a pour objet d'adapter le taux de référence fixé à l'article 39 du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Le taux en question constitue la limite inférieure à partir de laquelle la subvention d'intérêt est réduite de la moitié de la différence entre le taux de référence et le taux effectif, arrondie au huitième de point inférieur. Or, d'après les auteurs et au vu de la tendance décroissante des taux des prêts hypothécaires, un nombre relativement important de bénéficiaires d'une subvention d'intérêt ou d'une bonification d'intérêt n'obtiennent, à l'heure actuelle, pas le montant total de l'aide en intérêt. Selon la fiche financière, la modification proposée entraîne un coût supplémentaire de 1 140 000 euros par an à titre de subvention ou de bonification d'intérêt.

Examen des articles

Articles 1^{er} et 2

Le texte du projet de règlement grand-ducal sous examen n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État quant au fond.

Observations d'ordre légistique

Observation générale

Les tirets entre les numéros d'articles et le dispositif sont à omettre.

Préambule

Il y a lieu de faire abstraction au préambule d'actes de même nature. Le deuxième visa est dès lors à supprimer.

Le visa concernant la fiche financière doit précéder celui relatif aux avis des chambres professionnelles.

Le visa relatif aux avis des chambres professionnelles est à adapter, le cas échéant, pour tenir compte des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment où le règlement grand-ducal en projet sera soumis à la signature du Grand-Duc.

Article 2

Étant donné que l'exécution d'un règlement grand-ducal doit être assurée au-delà des changements de membres du Gouvernement, la formule exécutoire doit viser la fonction et non pas le titulaire qui l'exerce au moment de la prise du règlement dont question. Partant, il convient d'écrire « ministre » avec une lettre initiale minuscule.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 20 votants, le 24 avril 2018.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes